

Les mariages mixtes à Québec dans les deux derniers tiers du XIX^e siècle

Alex Tremblay Lamarche

Number 121, Spring 2015

Entre conflits et bonne entente : anglophones et francophones au Québec

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/78024ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)

1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Tremblay Lamarche, A. (2015). Les mariages mixtes à Québec dans les deux derniers tiers du XIX^e siècle. *Cap-aux-Diamants*, (121), 17–20.



Les bals, les banquets et les thés constituent trois des activités où les différentes élites de Québec se croisent fréquemment. En 1908, à l'occasion du tricentenaire de la ville, bon nombre des festivités prévues pour l'occasion rassemblent anglophones et francophones. *Le Canadien* mentionne d'ailleurs, le 1^{er} août, que les Canadiens français sont « flattés » que « les Anglais prennent très largement part à nos fêtes » parce qu'ils « sont unis à nous par des liens d'amitié et d'intérêt. » (Bal tenu le 28 juillet 1908 à l'Assemblée législative en l'honneur du prince de Galles, collection Alain Gariépy).

LES MARIAGES MIXTES À QUÉBEC DANS LES DEUX DERNIERS TIERS DU XIX^E SIÈCLE

par Alex Tremblay Lamarche

25 octobre 1870. Plusieurs des notables parmi les plus distingués de la ville de Québec sont rassemblés à la cathédrale Notre-Dame pour célébrer le mariage de William Ronald Glendonwyn, lieutenant du 69^e régiment d'infanterie, originaire d'Édimbourg, et d'Henriette Chauveau, fille de Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, premier ministre de la province de Québec. En sus des nombreux membres de la famille Chauveau et des compagnons d'armes du lieutenant Glendonwyn, on compte dans l'assistance le lieutenant-gouverneur, sir Narcisse-Fortunat Belleau,

l'honorable René-Édouard Caron, juge à la Cour du banc de la reine et leurs épouses, le sénateur Ulric-Joseph Tessier. On note aussi la présence d'un bon nombre de membres du cabinet Chauveau (Robertson, Irvine et Ouimet), même si deux d'entre eux ne sont pas catholiques. Le trésorier provincial, Joseph Gibb Robertson, est congrégationaliste alors que le solliciteur général George Irvine est anglican. Pour l'occasion, l'église est « ornée comme aux jours de grandes fêtes » et l'organiste Gustave Gagnon a sélectionné une série d'airs nationaux d'Écosse, d'Angleterre et du Canada pour

ponctuer la cérémonie. Bien loin d'être une exception, les mariages mixtes (entre Canadiens français et Britanniques) sont courants au sein des élites à Québec au XIX^e siècle. Les militaires britanniques connaissent d'ailleurs tant de succès auprès des Canadiennes françaises que le journaliste Arthur Buies – lui-même issu d'un mariage mixte – évoque avec humour dans sa *Lanterne canadienne* des jeunes filles qui « ne peuvent jamais se lasser du *right about turn, fix bayonet* » et des mères qui courent « désespérément à l'épaulette, la montrer à leurs filles en extase » et qui trouvent « leur salon vide

tant qu'elles n'y auront pas entendu les Oh, ouah, yaës, çuurtainly, blàà, blàouàà, blààsted country ». Bien qu'on trouve de telles unions ailleurs dans la province, la ville de Québec présente un cas de figure intéressant en raison de la reconfiguration des rapports de pouvoir au sein des élites au cours de cette période.

LA « RECONQUÊTE » TRANQUILLE

À compter des années 1840, les rapports de force entre anglophones et francophones s'inversent au sein des élites patriciennes de Québec. Avec la perte définitive du statut de capitale politique du Canada-Uni, en 1865, Québec voit les députés du Canada-Est et le personnel administratif anglophone (fonctionnaires, traducteurs, etc.) partir vers Bytown (Ottawa) pour ne plus revenir. De plus, une bonne partie de l'élite marchande anglo-protestante constate que les bases de ses activités – le commerce du bois et la construction navale – sont gravement affaiblies par

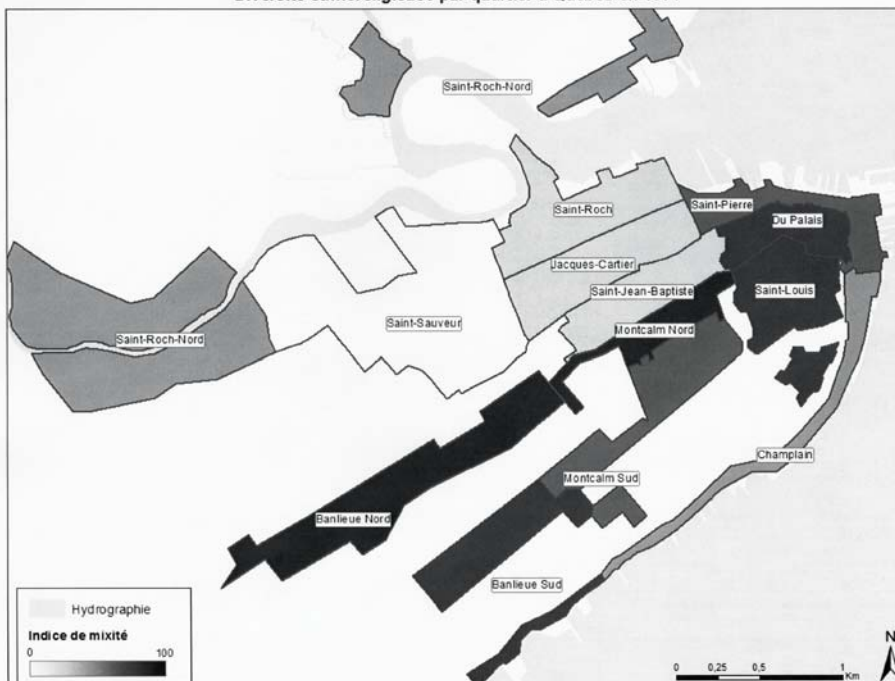
l'arrivée des bateaux à coque de fer et l'abolition des tarifs préférentiels sur le bois canadien en Grande-Bretagne (1854). Plusieurs marchands perdent donc de l'influence ou quittent la ville dans l'espoir de rebâtir leur fortune ailleurs. Le départ de la garnison britannique, en 1871, prive également Québec de plusieurs officiers qui participaient à l'animation d'une vie culturelle riche et diversifiée en organisant concerts, banquets et pièces de théâtre. Qui plus est, la ville est marquée par une forte émigration britannique et irlandaise dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Avec le déclin des activités portuaires et commerciales de la ville, plusieurs d'entre eux partent pour Montréal ou pour l'Ontario dans l'espoir de trouver un emploi. En contrepartie, plusieurs Canadiens français originaires des paroisses rurales environnantes et n'y trouvant pas de travail migrent vers Québec à cette époque. Entre 1861 et 1901, le pourcentage d'anglophones dans la population locale passe donc de 40 % à 16 %.

Parallèlement, la place des Canadiens français au sein des notables de la ville augmente graduellement. Avec la création d'une Chambre d'assemblée provinciale en 1867, des députés – surtout francophones – de l'ensemble de la province convergent vers Québec. Le statut de capitale provinciale crée également à Québec une série de postes bien rémunérés porteurs d'un certain prestige (bibliothécaires, hauts fonctionnaires, etc.) qui sont confiés principalement à des francophones (Eugène Étienne Taché, Joseph Obalski, Pamphile Le May, etc.). De plus, de nouvelles élites économiques largement franco-catholiques émergent à cette époque. Afin de pallier le déclin du commerce d'import-export et de la construction navale, celles-ci font de Québec le centre régional d'approvisionnement de l'est de la province. Des marchands et des négociants tels qu'Isidore Thibaudeau et Jean-Baptiste Renaud profitent de leurs liens avec les campagnes environnantes pour y vendre des biens manufacturés et y faire l'achat de différentes denrées (grain, farine, poisson, etc.) qu'ils revendent ensuite dans les régions du Saguenay, de Charlevoix, de la Côte-du-Sud et du Bas-Saint-Laurent. Enfin, les rênes de la ville passent entre les mains des Canadiens français au cours du dernier quart du XIX^e siècle. Alors que des maires d'origine anglophone et francophone alternaient à la tête de la capitale depuis 1833, plus aucun anglophone ne parvient à occuper ce poste après 1880. Qui plus est, le nombre de conseillers municipaux anglophones décroît à compter du mandat de François Langelier (1882-1890).

CULTURE D'ÉLITE, CULTURE COMMUNE?

Bien que les rapports de force entre les groupes ethniques changent au cours des deux derniers tiers du XIX^e siècle, Québec compte toujours trois principales communautés ethnolinguistiques

Diversité ethnoreligieuse par quartier à Québec en 1871



En plus de partager une culture et des lieux de sociabilité communs, les différentes élites de Québec se côtoient également dans leur quotidien. En effet, l'analyse du recensement de 1871 révèle que les quartiers présentant la plus grande mixité (Montcalm, Banlieue Nord, Saint-Louis et Du Palais) sont ceux accueillant le plus de familles bien en vue de Québec alors que ceux présentant le caractère le plus homogène (Saint-Sauveur, Saint-Roch, Jacques-Cartier, Saint-Jean-Baptiste et Champlain) abritent davantage des familles ouvrières. (Carte confectionnée par Isabelle Bearegard-Gosselin).

au tournant du XX^e siècle : les anglo-protestants, les franco-catholiques et les anglo-catholiques. Chacune d'entre elles est dotée de ses institutions, de ses lieux de sociabilité et d'une culture qui lui est propre. Plusieurs notables voient même des traits typiques à chacun de ces groupes. Pour Philippe Aubert de Gaspé, par exemple, les Britanniques apparaissent « d'un caractère plus froid » et réservé que les Canadiens français et sont pourvus d'une « manière agréable [...] de se moquer d'une personne le plus sérieusement du monde ». Parfois, il existe un sentiment d'appartenance si fort au sein de chacune des communautés ethniques que cela peut biaiser certains procès. En 1866, Aubert de Gaspé, dans ses *Mémoires*, déplore la situation : « le dégoût m'a empêché d'assister à nos cours criminelles depuis quatre à cinq ans; j'étais indigné lorsque je remarquais des signes d'intelligence échangés entre les jurés et les criminels et que je voyais des coupables échapper à la justice par cause de sympathie de race et de religion ».

Cependant, les élites – tant anglophones que francophones – sont animées d'un même désir de distinction sociale. Cela leur permet non seulement d'afficher leur rang dans leurs activités quotidiennes, mais aussi d'inscrire ces rapports de domination dans le subconscient collectif. En fréquentant les collèges classiques et les établissements d'enseignement privés anglophones, les jeunes élites masculines apprennent le latin tout en développant un goût pour la littérature classique, l'histoire gréco-romaine, la musique et le théâtre. Les jeunes filles de bonne famille, quant à elles, fréquentent les couvents où elles apprennent les bonnes manières, la diction, la musique et la peinture. Ainsi, lorsque les notables de demain terminent leurs études, ils sont à même de s'intégrer aux cercles les plus en vue où il est nécessaire de connaître ces disciplines pour affirmer son statut social. D'ailleurs, si Aubert de Gaspé perçoit des distinctions entre la culture des deux communautés, au sein des classes aisées

elles apparaissent minimes. De son propre aveu, « les manières plus froides, moins démonstratives, des vrais gentilshommes anglais [...], à la vérité, différaient peu alors de celles des gentilshommes français ». Dans ce contexte, nulle surprise de voir les différentes élites de la ville se



Comme bon nombre de familles bien en vue de la capitale, les Chauveau s'inscrivent dans des réseaux de sociabilité mixtes. La jeune Henriette fréquente les Lindsay, les Pope, les Hamel et les Juchereau alors que son père, Pierre-Joseph-Olivier, est élu à la tête de Literary and Historical Society of Quebec, en 1868. Après son mariage avec le lieutenant Glendonwyn, Henriette Chauveau (1851-1870) part pour les Bermudes avec son mari qui y est envoyé avec son régiment. Leur union est de courte durée puisque Henriette décède deux mois après leur mariage. (*Henriette Chauveau*. Photographie de William Notman, Montréal, 1870, Musée McCord).

croiser dans les salons de lady Belleau ou dans les banquets offerts par les officiers britanniques à la Citadelle de Québec. Il n'est également pas rare de croiser des Canadiens français dans les associations anglo-protestantes et irlandaises et l'inverse bien que cela n'empêche pas chacune de ces élites d'être animée du désir de créer ses propres lieux de sociabilité.

LA FORMATION DES COUPLES MIXTES

La porosité entre les différentes élites de Québec et leurs lieux de sociabilité

communs constituent probablement deux des principaux facteurs expliquant les mariages mixtes dans la capitale. En effet, en se côtoyant aux concerts de l'Académie de musique et dans les réceptions auxquelles elles prennent part, les différentes élites de la ville viennent à tisser des liens qui donnent naissance à quelques idylles. C'est en participant aux nombreux bals offerts par les officiers britanniques en garnison à Québec, où la « société canadienne » se réunit « en aussi grand nombre que la société anglaise », que Marie-Louise Taschereau, fille du juge Jean-Thomas Taschereau, tombe sous le charme de sir Randolph Isham Routh, commissaire général des armées des Canadas. Dans un premier temps, ce dernier, de 29 ans son aîné, suscite cependant peu d'enthousiasme auprès de la mère de Marie-Louise, Marie Panet, nièce de Bernard-Claude Panet, archevêque de Québec. Dans une lettre adressée à sa femme, le 7 février 1829, Louis-Joseph Papineau rapporte les propos de celle-ci : « Mais c'est une horreur! dit M^{me} Taschereau, une si grande différence d'âge, une si grande famille, un protestant, non! il n'en sera rien! » L'opposition de Marie Panet à ce mariage disparaît toutefois dans les mois suivants et l'union entre les deux familles est célébrée le 16 janvier 1830 à la chapelle de la garnison britannique de Québec. Lorsqu'elle est appelée à expliquer les raisons de son opposition, Marie Panet avance même que celle-ci était feinte. Papineau relate en effet : « Je me suis longtemps entretenu avec madame Taschereau sur le mérite du veuf, sur sa politesse, son attention à réunir les deux sociétés canadienne et anglaise. La bonne maman en disait plus de bien que moi et m'a persuadé, sans le vouloir, que son opposition était un calcul pour faire de meilleures conditions à sa fille ». Faut-il voir dans cette union un exemple de la facilité avec laquelle anglo-protestants et franco-catholiques s'unissent au sein des élites ou plutôt de la résistance que ces mariages suscitent? Hélas, les sources consultées ne nous permettent pas de

tirer de conclusions. Cependant, nous pouvons estimer que les réactions varient entre ces deux pôles en fonction des familles, de leur pratique religieuse et de leur rapport à l'autre.

La pratique religieuse semble d'ailleurs l'élément le plus susceptible de nécessiter des compromis au sein des familles mixtes. En effet, avec l'encadrement religieux qui se resserre dans la seconde moitié du XIX^e siècle, les contacts entre les différentes confessions sont de plus en plus découragés par le clergé. Dans les couvents, l'éducation féminine met l'accent sur la piété et l'importance de garder un futur mari et les enfants à venir loin du vice et des mauvaises doctrines tout en les incitant à se conformer aux prescriptions ecclésiastiques. Religieuses et confesseurs mettent l'accent sur l'importance de trouver un bon catholique pour époux. Malgré tous ces efforts, ils ne réussissent pas à empêcher certains mariages mixtes. L'Église catholique exige toutefois que les époux s'engagent à élever leurs enfants selon ses préceptes. Ces directives semblent largement respectées à Québec. Les enfants de sir Randolph Isham Routh et du juge Andrew Stuart, par exemple, sont élevés dans la foi catholique de leur mère. Le juge Stuart se convertit même au catholicisme l'année précédant sa mort.

Les couples mixtes ne diffèrent donc pas énormément des couples endogames. Tout comme ceux-ci, ils visent entre autres

à permettre aux deux époux de maintenir leur rang et d'assurer la pérennité de la lignée. Pour les élites, il importe davantage de s'unir à une personne de la même classe sociale qu'à quelqu'un du groupe ethnolinguistique duquel elles sont issues. Cela n'empêche toutefois pas l'existence de rapports de force et de tensions entre les communautés ethniques. Le premier ministre Félix-Gabriel Marchand – provenant pourtant d'un mariage mixte et particulièrement proche de la haute société anglophone de Québec – s'impose comme un ardent défenseur de la langue française dès son jeune âge. De même, l'avocat Jules Tessier – également issu d'un mariage mixte et marié à une catholique anglophone – préside les destinées de la Société Saint-Jean-Baptiste de Québec de 1889 à 1891. Cela montre bien que malgré un certain désir de fusion culturelle au sein des élites, il existe aussi une forte volonté de conserver sa langue et sa foi et que le sentiment d'appartenance à la communauté ethnolinguistique demeure bien vivant. Cependant, force est de constater que les élites de Québec forment un petit groupe passablement uni au début du XX^e siècle. La plupart des grandes familles comptent au moins un mariage mixte en leur sein. Il n'y a qu'à penser aux Baillairgé, aux Aubert de Gaspé, aux Juchereau, aux Garneau, aux Stuart, aux Neilson, aux Verge, aux Fitzpatrick et à tant d'autres pour s'en

convaincre. Donc, peut-on encore parler d'élites distinctes alors que la plupart d'entre elles comptent des notables issus d'autres origines dans leur famille? Assurément pas sans nuancer la chose.

Alex Tremblay Lamarche est étudiant au doctorat en histoire à l'Université Laval et à l'Université libre de Bruxelles.

Pour en savoir plus:

Philippe Aubert de Gaspé. *Mémoires*. Montréal, Bibliothèque québécoise, 2007, 595 p.

Louisa Blair. *Les Anglos : la face cachée de Québec*. Québec, Éditions Sylvain Harvey, 2005, 2 vol.

Jacques Castonguay. *Au temps de Philippe Aubert de Gaspé : Lady Stuart*. Montréal, Éditions du Méridien, 1986, 125 p.

John A. Dickinson. « L'anglicisation ». Michel Plourde (dir.). *Le français au Québec : 400 ans d'histoire et de vie*. 2^e édition, Montréal, Fides/ Publications du Québec, 2008 (2000), p. 130-142.

Sophie Goulet. *La nuptialité dans la ville de Québec : étude des mariages mixtes au cours de la deuxième moitié du 19^e siècle*. Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 2002, viii-113 p.

Alex Tremblay. *La mixité culturelle au sein des élites québécoises au XIX^e siècle : l'exemple de la famille Marchand, 1791-1900*. Mémoire de maîtrise, Québec, Université Laval, 2014, xv-120 p.



Association des professeures et des professeurs d'histoire des collèges du Québec

Un regroupement de professeures et professeurs d'institutions de niveau collégial publiques et privées, francophones et anglophones, qui contribue au rayonnement de l'histoire dans leurs milieux.

Pour information: Jean-Louis Vallée
(418) 248-7164 poste 117 = jlvallee@cec.montmagny.qc.ca

Archives du Séminaire de Nicolet
... témoins de notre histoire...

Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi
de 9 h à 12 h
de 13 h à 16 h 30



900, boul. Louis-Fréchette, bureau 110, Nicolet J3T 1V5
Téléphone : (819) 293-4838 Télécopieur : (819) 293-4543
Courrier électronique : seminairedenicolet@sogetel.net
Site internet : <http://archivesseminairenicolet.wordpress.com>
Centre régional d'archives privées agréé